

6 mai 2007

Quel avènement politique ?

Alain Bertho

« *La politique est de retour* » ‘

Nicolas Sarkozy, place de la Concorde, 6 mai au soir

Ce n'est pas une élection c'est un avènement. La soirée électorale médiatique, en donnant à voir la mise en scène et en se laissant imposer sa « légitimité » aura eu du mal à ne pas reléguer les traditionnels débats de plateaux à un statut de babillement sans cesse interrompu par l'impératif de l'image. Les réactions de la rue ont été à l'image des réactions politiques : clairsemées, décousues, subjectivement anéanties, échos désenchantés d'une époque close par l'annonce du résultat, époque si chronologiquement proche et si étrange déjà.

Une soirée particulière

Le soir du 22 avril 2002 a-t-il été vécu ainsi ? Mon hypothèse est que la réponse est non. Pour plusieurs raisons. La première était qu'il s'agissait d'un premier tour et que, au de-là du traumatisme, « la menace », pour partie électoralement sinon imaginaire du moins seulement symbolique, pouvait être conjurée par la mobilisation (le 1 mai), par la convocation d'un instrument (le vote Chirac). La seconde raison est que le candidat de Gauche violemment écarté par les électeurs était le représentant d'un bilan gouvernemental : le traumatisme pouvait se résoudre dans la perspective d'un retour critique sur l'expérience du pouvoir. Cette perspective valait aussi bien pour ceux qui portaient le bilan (le PS) que pour ceux qui ne s'en sentaient pas solidaires (la gauche « radicale »). Bref, quel qu'ait été son degré de traumatisme vécu, le 22 avril avait un avant et un après, des causes et des remèdes.

Cinq ans plus tard nous ne sommes plus tout à fait dans la même situation. La droite a un bilan, la gauche socialiste a relooké son offre, le gouvernement, après avoir fait passer la réforme de la protection sociale a essuyé défaite sur défaite (régionales, référendum, CPE). Les régions sont gouvernées par le PS et sa gauche est dans une dynamique unitaire prometteuse depuis le 29 mai 2005... au moins jusqu'en décembre 2006. Lionel Jospin et Robert Hue, tels les ombres errantes des erreurs passées restent cantonnés aux limites des coulisses.

Pire : en 2002 personne n'a rien vu venir. Le traumatisme est aussi du à l'effet de surprise.

En 2007, l'adversaire, depuis des années, a un nom, un visage, une politique, un bilan, des dérapages, une impopularité flagrante y compris au sein de son propre camp. Le processus qui conduit à sa victoire s'est déroulé avec l'implacabilité du « *fatum* » antique, ce « destin » qui en latin, étymologiquement signifie justement, « ce qui a été dit ».

Poursuivons la comparaison : 2002 n'était quelque part que l'exacerbation d'un processus connu : l'installation, depuis 1984, du Front national dans le paysage électoral, lié à une démobilisation civique (ou plutôt d'ailleurs à une intermittence de la mobilisation des

électeurs), une montée des votes blancs, des coups de sang protestataires et à l'installation dans le consensus politique initié par François Mitterrand et mis en acte par les épisodes de cohabitation. 2002 est donc aussi le produit d'une période de cohabitation dont les deux protagonistes d'ailleurs ont pâti au premier tour. 2007 clos une période de cinq années de pouvoir sans partage de la droite, se termine sur une mobilisation électorale exceptionnelle et le recul significatif du FN.

Il n'y a pas besoin d'être le conseiller politique d'un grand institut de sondage pour s'en rendre compte : il s'est passé quelque chose de radicalement nouveau et vraisemblablement irréversible. Nous avons affaire à un événement et non à un accident. C'est cet événement qu'il nous faut tenter de décrypter.

Le moment électoral

L'événement est en deux actes : deux tours d'élections qui ont mobilisé les électeurs comme jamais depuis 30 ans.

Un moment fondateur de masse

C'est d'abord cette mobilisation qui fait événement et qui lui donne sa consistance. Il ne s'agit pas d'un « retour aux urnes » des brebis civiquement égarées. Il s'agit de la participation populaire massive à la construction d'un nouveau paysage politique. Le fait d'en avoir été acteur implique les participants non seulement dans les raisons qu'ils ont eu ou non en partage de se déplacer mais cela les implique dans le résultat politique (de la même façon que le vote massif pour Chirac n'a pas été un moment vite oublié mais une expérience collective très forte).

Une telle participation signe un accord massif sur **l'enjeu** de l'élection et le sentiment d'un désaccord tout aussi massif sur la réponse à donner à cet enjeu.

Quel est l'enjeu ? Car il n'y en a qu'un. C'est l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Prenons bien conscience de ce fait : si la constitution qui réduit à deux les candidats du second tour a permis la résurgence d'un clivage de type droite gauche, ce n'est pas ce clivage qui a constitué la clé du premier tour.

Le clivage, malmené dans les votes du premier tour se reconstitue dans la seule opposition à l'élection de N. Sarkozy. Autrement dit le projet de ce dernier devient l'élément structurant de la subjectivité politique à l'endroit des choix gouvernementaux. Mesurons l'écart avec certaines décennies antérieures où le terme de « droite » était euphémisé en « majorité » face à une gauche divisée certes (SFIO/PCF) mais fière de l'être.

C'est ce dispositif que le vote du 6 mai fonde, comme les votes de 1958 avaient fondé le dispositif gaulliste de la V république après des années d'incertitude gouvernementale.

Le parallèle est assez éclairant puisque nous avons à la fois l'affirmation d'une nouvelle force politique que se revendique comme rassembleuse au-delà de ses frontières d'origine et une nouvelle conception de l'Etat même si elle ne se traduit pas là par un changement constitutionnel.

La fondation de 1958 s'était aussi traduite par une refonte de la carte électorale de la France. Qu'en est-il en 2007 ?

La carte électorale transfigurée

Rappelons que la carte électorale de la France se caractérise par d'impressionnantes continuités dont le maintien ou les moments fondateurs ont fait l'objet d'études célèbres¹. Une des continuités les plus remarquables est celle qui commence avec l'élection législative de 1849 et qui inscrit les traces durables de la gauche et de la droite en France. Légèrement remodelée en 1919 avec le retour de l'Alsace Lorraine, elle ancre la droite dans la religion pratiquante : Ouest, Alsace, Pays Basque et arc cévenol. La gauche, à l'époque, s'installe au centre, depuis le NO du Massif central à la région lyonnaise. Le « midi rouge » rejoindra l'ensemble quelques années plus tard.

Des décennies durant, cette carte a été celle des étiages respectifs de la gauche et de la droite. Elle s'efface ou s'atténue lors des moments de grande mobilisation électorale ou de fondation. Le gaullisme a ainsi visiblement conquis des terres de gauche. Le PS dans les années 1970 conteste à la droite l'héritage chrétien de l'Ouest.

Le Front National surtout, au fil des scrutins depuis 1984, date de son émergence électorale, construit une nouvelle cartographie politique : celle de la France urbaine et des métropoles, de la France ouverte sur la mondialisation : le couloir Paris Lyon Marseille, élargi bientôt aux zones viticoles de l'Est ou du Sud ou à la France industrielle en crise et en souffrance du nord et de la Lorraine.

Comme la *Legra* du nord en Italie, le FN en macro comme en micro redispense les clivages territoriaux et manifeste à travers cette redistribution, le travail en profondeur des vieilles cultures politiques déstabilisées. En 1995 par exemple, la poussée du FN en Lorraine au premier tour s'est visiblement reportée au second tour sur ... Lionel Jospin.²

Que constate-t-on au soir des deux tours de 2007 ?

1. Seul l'électorat Bayrou du premier tour fait ressurgir la carte de la droite chrétienne (Ouest, Alsace, Arc cévenol et Pays Basque). Mais cette carte explose au second tour : l'ouest (y compris le Pays Basque) rejoint Ségolène Royal, l'Est rejoint Nicolas Sarkozy.
2. La cartographie du vote pour la candidate du PS dessine une nouvelle zone de la gauche : celle de l'Ouest et du Sud Ouest.
3. Du 1 au second tour, le vote pour Nicolas Sarkozy ancre une nouvelle géographie de la droite : celle-ci ressemble étonnement à celle du Front National.

Les éléments fondateurs

Des faisceaux convergent donc : un courant politique ancré dans une nouvelle culture articulant rapport aux autres, au monde et à l'action publique est en train de naître et de s'affirmer. Et il n'y a pour l'instant rien de semblable en face.

¹ *Tableau politique de la France de l'ouest sous la troisième république. 102 cartes et croquis, 1 carte hors texte*, Paris, A. Colin, 1913 ; réimp. Paris, Impr. nationale éditions, 1995 ; François Goguel, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*, Cahiers de la fondation nationale de Sciences politiques, n°60, Paris 1954 ; Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *L'invention de la France*, 1981 ; Jacques Bouillon, « les démocrates socialistes aux élections de 1849 », *revue française de sciences politiques*, janvier mars 1956 http://www.persee.fr/showPage.do?urn=rfsp_0035-2950_1956_num_6_1_402676 ; Maurice Agulhon, *La république au village, les populations du Var de la révolution à la Seconde République*, Plon 1970 ; Michel Vovelle, *La découverte de la politique, géopolitique de la révolution française*, La découverte 1993 ; Paul Bois, *Paysans de l'Ouest* 1960.

² Perrineau (Pascal).- « L'électorat du Front national. Droitisation du vote ouvrier ou gauchisme : une diversité d'analyses pour un même fait », *Les Notes de la Fondation Jean Jaurès*, n° 5, juin 1997, 44 P

Le vote a cristallisé un débat public de plusieurs mois. Le contenu de ce débat n'est pas déconnecté de ce qui se fonde aujourd'hui. Ce débat n'a pas été centré sur l'insécurité au sens était du terme comme dans l'élection précédente mais sur trois thématiques que la droite a portées et que les gauche presque totalement subies :

- la nation et le monde
- le travail et l'autorité
- les bons et les méchants ou le sens de la loi

La nation et le monde : la Nation en ordre de bataille

Concours de drapeaux et de marseillaises dans une campagne désespérément hexagonale...

La mobilisation de la Nation permet en fait d'articuler plusieurs thématiques :

- La thématique des dangers du monde : la mondialisation comme menace de guerre, de terrorisme et de délocalisations est bien présente dans la campagne mais comme une menace diffuse à laquelle la Nation peut répondre, une Nation disposée en ordre de bataille
- C'est bien sur ce dernier point que s'articule l'autre thématique : cette nation n'est pas constituée de tous ses membres mais de « ceux qui l'aiment » ! La menace externe est potentiellement relayée par l'imaginaire d'un ennemi intérieur qui affaibli la Nation. Cet ennemi est « l'étranger sur place » (l'immigré), le français pas tout à fait français (l'enfant d'immigré ou le musulman), deux figures de proximité sur lesquelles reporter toute sa crainte des menaces mondialisées, auxquelles on peut ajouter le jeune pas encore mâté, le multirécidiviste, l'assisté, le soixante-huitard... Autant de figures modernes de ce que la droite française des années 30 aurait nommé « l'anti-France ».
- Le gouvernement ne peut sortir de l'impuissance dans laquelle il est qu'en s'appuyant sur cette nation en ordre de bataille. La nouvelle articulation de l'Etat et de la Nation se fonde donc sur cette posture de guerre interne et externe.

Face aux menaces du monde, la Nation en ordre de bataille doit donc constituer son ennemi qui les symbolisera dans la proximité et le voisinage : cet ennemi c'est « l'autre », l'anormal, celui qui n'est pas comme nous et ne respecte pas les normes.

Le travail et l'autorité

Le plus étonnant et sans doute le plus efficace de la panoplie conceptuelle de Nicolas Sarkozy aura sans doute été son hymne au travail, hymne mis en scène dans l'un de ses clips avec un lyrisme étonnant. La priorité ainsi affirmée a été reprise telle quelle ou presque par sa concurrente dès le premier tour (c'est le poit 1 de sa profession de foi).

L'efficacité de cette thématique peut se chercher dans les incertitudes objectives et subjectives de la société contemporaine concernant la figure du travail, sa valeur, son contenu. La fin du fordisme et l'affirmation de la dominance du travail immatériel sont des données majeures de ces trente dernières années. Or cette transformation est paradoxale. Car le fonds de l'affaire est que la créativité humaine, la subjectivité, la capacité d'initiative et de coopération sont devenu la part dominante du travail dans la création de richesse. C'est la part la plus rentable pour le capital mais aussi la part la plus difficile à contenir, à discipliner et à contrôler. La réponse de ce capital à sa propre difficulté est simple ; c'est le chômage et la précarisation comme nouvelle réponse disciplinaire globale et sociale. Le chômage et la précarité ne trouvent pas leurs source dans l'incompétence des femmes et des hommes comme on voudrait

le faire croire mais dans l'incompétence des employeurs à rentabiliser cette nouvelle force de travail qui lui échappe.

Le paradoxe est là : ce qui est une nouvelle force individuelle et collective des femmes et des hommes d'aujourd'hui a pour conséquence pratique directe un regain d'inégalités, de discriminations, de précarité, de souffrances.

Ce paradoxe trouve notamment son origine dans l'incapacité des organisations sociales politiques ou revendicatives à promouvoir une nouvelle figure positive du travail humain qui intègre cette nouvelle dimension que ce soit en subjectivité (la fierté et l'autonomie) ou en objectivité (les formes de protections légales que l'on promet). Pour une grande part la défense organisée du travail depuis 30 ans s'est arc-boutée sur une figure ancienne du travail, de sa forme salariée fordiste, de ses protections juridiques. Cette défense est notamment passée complètement à côté des millions de travailleurs indépendant qui forment aujourd'hui des bataillons non négligeables des « classes productives ».

C'est dans cette déficience et dans la souffrance qu'elle engendre que s'engouffre la figure politique du travail portée par la droite sarkozienne : figure régressive mais qui permet d'articuler la mise en avant de l'initiative et l'affirmation du travail comme discipline sociale. Cette injonction paradoxale généralise au corps social tout entier les stratégies déjà à l'œuvre dans les entreprises et analysée par Christophe Dejours comme une « banalisation du mal ».³

Les bons et les méchants

Comme il y a les bons et les mauvais français, il y a donc les bons et les mauvais travailleurs, ceux « qui se lèvent le matin » et les autres.

Cette thématique du bon grain et de l'ivraie traverse le discours sarkozien de part en part depuis des années. Il constitue à la fois une éthique sociale et un « nouvel esprit des lois ». L'éthique est celle de l'état de guerre généralisé, l'éthique de la méfiance sinon de la surveillance, l'éthique du conformisme prosélyte. Le nouvel esprit des lois est celui de la généralisation de la discrimination fût-elle « positive », qui instaure « l'Etat des braves gens » en lieu et place de l'Etat de droit et de l'Etat pour tous.

Toute la question restée en suspend est celle de l'instance de partage. Qui désigne les bons et les méchants ? En l'absence de critères clairs et universels, chaque situation met potentiellement en danger ses protagonistes et chaque situation est l'occasion de l'affirmation subjective de bons contre des méchants. Cette éthique sociale qui est une éthique de division et de tension génère ainsi un désir d'arbitrage, un désir d'autorité suprême. La légitimité du pouvoir peut alors se résumer à sa capacité de fédérer les haines.

« La politique est de retour »

Le monde, le travail, les autres : les trois pieds de cette conception du monde sont construits solides et complémentaires. Ils sont forts ensemble et ils sont forts car ils sont une prescription sur le réel qui s'adosse à des principes. C'est au sens fort du terme, une « politique » : la politique est bien de retour.

La gauche déboussolée

Quelle politique ou quelles politiques la gauche a-t-elle à lui opposer ?

³ Dejours (Christophe), *Souffrance en France*, Seuil, 1998, Collection L'Histoire immédiate.

La confusion de la politique avec la crise de l'Etat

Il n'est pas très utile de s'appesantir sur la posture du Parti socialiste. S'il a su dans bien des cas, au pouvoir ou dans l'opposition, se distinguer de ses adversaires sur des propositions programmatiques, il n'a pas su, ou pas voulu, ou pas pu, durant toutes ces années s'en distinguer sur ce que j'appelle « l'éthique sociale ». Sur la sécurité, sur les sans papiers, sur les banlieues et sur bien d'autres questions, sa posture s'est inscrite dans le sillage de la droite, dans la nuance souvent, jamais dans le contre-pieds.

Le Parti socialiste n'a pas eu d'autre politique que la gestion d'un Etat en crise⁴. La politique de la ville dont il est l'inventeur et qui fut l'objet d'une continuité consensuelle remarquable en est un des lieux les plus significatifs. Sa stratégie s'inscrit dans le balancier étatique de l'alternance, non dans la présentation 'une politique alternative : face à Nicolas Sarkozy dans le débat télévisé du 2 mai 2007, Ségolène Royal a insisté sur une posture (y compris physique) « présidentielle » mais n'a opposé aucun principe concret à l'éthique sociale de son adversaire. Elle s'est elle-même identifiée à l'Etat en crise auquel Nicolas Sarkozy proposait le remède.

La « gauche de la gauche » était-elle une alternative à cette posture ? Elle a, on le sait, explosé en pleine dynamique unitaire en décembre 2006, lors d'une réunion nationale des collectifs anti-libéraux à l'Ile Saint-Denis.

Cet échec a présidé à une satellisation annoncée au premier tour de la présidentielle : l'addition des scores des différents candidats à la gauche du PS (verts compris) est inférieur au score du seul PCF il y a 20 ans !

Il n'est pas très utile non plus ici de s'appesantir sur la question des responsabilités de l'échec. Ce débat a sans doute son intérêt. Il mobilisera longtemps ses acteurs. Mais il reste un peu anecdotique au regard de deux autres questions : la réussite du processus unitaire aurait-il porté une vraie alternative politique à la droite et son échec n'était-il pas programmé ?

Les illusions du non au TCE

Le processus unitaire plonge ses racines dans le traumatisme du 21 avril 2002. En 2003, deux initiatives parallèles sont rendues publiques : l'appel dit « Ramuleau » et l'appel « La gauche que nous voulons ».

Le second appel est à l'origine d'une démarche singulière en Ile de France à l'occasion des élections européennes, démarche « d'Alternative citoyenne » (nom pris par le réseau qui en eu l'initiative) qui permis de positionner des militants du mouvement social et notamment issus de l'immigrations sur les listes conduites par Marie Georges Buffet et Claire Villiers. Cette expérience est à l'origine d'un réseau national « Convergence citoyenne pour une alternative à Gauche ».

La perspective du référendum sur le traité constitutionnel Européen met la gauche d'alternative en ordre de bataille unitaire autour de la campagne du NON.

Le choix assumé de faire de cette échéance une pierre angulaire de la stratégie unitaire a plusieurs conséquences :

- la première est de glisser de l'idée d'une gauche « d'alternative » à une gauche « anti libérale » et donc de l'accent mis sur les nouvelles forces politiques émergentes dans le mouvement social à l'accent sur les mesures gouvernementales. Quel qu'ai été le

⁴ Je renvoie ici à mes ouvrages notamment *Banlieue, banlieue, banlieue et l'Etat de guerre*

caractère populaire de cette campagne, ses suites s'inscrivaient naturellement dans une démarche de cartel d'organisations autour de compromis de programme. C'est ce qui a été mis en œuvre à l'automne 2006.

- La seconde conséquence est d'inscrire la mobilisation de cette gauche dans un mouvement de fond qui ne fut pas que de gauche mais largement anti mondialisation, anti européen, confondant question nationale et question sociale.

Sur ces bases là il y a erreur sur la nature du résultat : si c'est une victoire « anti libérale » ce n'est pas une victoire de gauche et encore moins de la gauche de la gauche. Cette victoire est en fait d'une redoutable ambiguïté et porte en elle le désir de protection nationale dans lequel s'est inscrit notamment... Nicolas Sarkozy.

Accessoirement, elle inscrit le processus d'unité de la gauche de la gauche, désormais « anti libérale » dans une démarche de démarcation d'avec le PS sur ce terrain et non sur le terrain des rapport aux mobilisations sociales ni sur le terrain de l'éthique sociale. Elle laisse le champ libre à une stratégie qualifiée de « social libérale » en raison du contenu de son programme sans porter le fer sur ce qui fera la force du candidat de droite : l'éthique sociale.

Les impasses de novembre 2005

L'épreuve de vérité ne se fait pas attendre. La mort de Zayed et Bouna le 27 octobre 2005 et les semaines d'émeutes qui ont suivi n'a pas vraiment permis de distinguer les différences entre social libéralisme et antilibéralisme. Car du point de vue des organisations politiques, c'est le même silence auquel nous avons assisté...

Globalement, la famille des victimes, la population de Clichy, les (très) jeunes gens qui se sont révoltés ont été laissés désespérément seuls face au mensonge d'Etat, à la violence policière, à l'insulte, aux comparutions immédiates...

Cette atonie collective est le fruit d'une longue démission que j'ai décrite par ailleurs notamment dans l'ouvrage « *Banlieues lendemains de révolte* » dont je reprends ici quelques analyses. Depuis longtemps en effet les tensions urbaines ont été vécues par la gauche comme périphériques au regard de l'affrontement au sein de l'entreprise considéré toujours comme le paradigme de social. Ces nouvelles tensions n'ont pas été vues comme de nouveaux fronts à tenir mais comme une source de difficulté pour les fronts traditionnels. Les quartiers ouvriers des générations précédentes avaient été vécus comme des bastions. Les nouveaux quartiers du prolétariat urbain sont regardés comme des « ghettos » que la gauche elle-même propose parfois de disperser au nom de la « mixité sociale ».

Cette réticence politique et culturelle a porté sur les questions les plus sensibles pour les nouvelles classes populaires : le racisme culturel et social, la discrimination au quotidien, la stigmatisation de la jeunesse, le traitement policier des questions sociales et urbaines. Ce qui devient le vrai cœur des enjeux politiques est surtout pour la gauche un terrain d'hésitation voire de division passionnelle. A ses reculades sur la déréglementation sociale, elle a ajouté son assentiment à la disqualification politique, morale et culturelle des classes populaires. Ce peuple urbain n'a pas seulement vécu la précarisation de masse. Il a vécu l'humiliation.

Et l'autre gauche ? Si la gauche mouvementiste n'a globalement pas failli, il n'en est pas de même des partis. La gauche d'alternative requinquée par la défaite du OUI le 29 mai 2005 est, quelques semaines plus tard, singulièrement silencieuse devant le surgissement de cette révolte « hors cadre ». La conception républicaine de l'Etat qui fut l'un des points de référence du NON est-il encore un repère présentable aux enfants de la révolte ?

La schizophrénie du CPE

Le mouvement contre le CPE n'a pas contribué à éclaircir les choses. Mobilisation contre un contrat en atteinte au droit du travail, unité syndicale, calendrier bien cadré, manifestations imposantes, journées d'action, négociation des « partenaires sociaux » : tout concourt à donner de cette séquence les allures d'un retour en force des enjeux et de la subjectivité fordiste sur la scène politique. Toutes les organisations, et le pouvoir, l'ont joué sur ce registre. Si comme dit Jean Baudrillard, on prend l'événement « de profil »⁵, alors la perspective n'est pas la même. D'abord la question des groupes mobiles et violents qu'on avait déjà vu apparaître lors des mobilisations lycéennes précédentes. Ils font de nouveau surface lors de la première manifestation étudiante à caractère national (23 mars).

Ces jeunes sont unanimement qualifiés de casseurs « n'ayant rien à voir avec la manifestation ». De cette caractérisation sécuritaire partagée par les organisations syndicales, d'une tension au sein même de la jeunesse populaire, découle la situation singulière, le 28 mars, d'une manifestation défilant sous la protection de la police. ! Lors de la dispersion, les forces de police collaborent avec des services d'ordre syndicaux auxquels le ministre de l'intérieur (Nicolas Sarkozy) ne manquera pas de rendre hommage !

Confusion de la radicalité avec l'anti libéralisme : la question de « l'éthique du social »

Ce qui traverse la période et balise les difficultés de la gauche, dans son ensemble, à faire face à la conception du social portée notamment par le futur candidat à l'élection présidentielle, c'est bien la difficulté à porter de façon forte sinon unanime, une « éthique du social » : une conception du rapport aux autres et au monde qui s'incarne dans une façon de répondre aux problèmes posés dans la vie des gens. Les « valeurs » qui sont mobilisées sont des valeurs issues d'un autre contexte et qui ne donnent pas spontanément sens aux situations vécues. Des éléments de cette nouvelle éthique sont d'ores et déjà à l'œuvre dans des mobilisations autour du logement, des sans papiers, au sein des forums sociaux et du mouvement altermondialiste, dans les réseaux militants des quartiers populaires. Mais ces éléments n'ont pas, au sens romain de l'expression, « droit de cité » : il ne sont pas reconnus comme légitimes dans l'espace public balisé par les partis.

La gauche de la gauche a eu un temps dans ses débats celui de la « radicalité ». La perspective d'une « pôle de radicalité » était même mis en avant par certains, notamment au sein des refondateurs communistes. Le processus initié avec « l'appel Ramuleau » en 2003 en est apparu la réalisation mais signa en même temps l'abandon de la référence à la radicalité au profit de l'anti libéralisme. Les mots sont importants. Ce glissement sémantique fait basculer de la critique sociale radicale enracinée dans des mobilisations à la critique programmatique du social libéralisme. Il fait basculer de l'espace de l'éthique sociale à l'espace institutionnel. Et sur quelques points sensibles, les 125 propositions adoptées à Nanterre à l'automne 2006 par les collectifs unitaires anti libéraux sont fort peu « radicales » ...

La crise de l'Etat est-elle terminée ?

L'opération qui consiste à relire le passé au regard du présent a certes ses limites. Il s'agit moins ici d'aller à la chasse des responsabilités ou des causes que d'éclairer la question d'aujourd'hui et de demain : quel est l'espace dans lequel s'inscrit la prescription politique du nouveau président et de son parti et sur quelles subjectivités porte-il ?

⁵ Jean, Baudrillard « Place aux événements voyous », *Libération*, 14 avril 2006

En fait, relire ce passé récent donne plus l'impression d'un mécanisme implacable, ce *fatum* dont il était question plus haut, que d'une suite d'occasions manquées... Nous sommes simplement arrivés au bout d'un processus de décomposition d'un côté tandis que, de l'autre, la recomposition culturelle était déjà bien avancée.

La suite de l'histoire ne s'écrira ni à partir de raisonnements savants si à partir des « projets » concoctés à l'abri du monde dans des cercles partisans en vue des prochaines échéances. La suite de l'histoire est ouverte.

Elle sera d'un côté celle d'un Etat qui est sorti de sa crise et qui, autour de la politique Sarkozyenne, se constitue comme « Etat de guerre ». On peut en effet dater la crise de l'Etat à la fin des années 70-début des années 80 lorsque la fin du fordisme ouvre la porte à la question des banlieues. Crise du Welfare, crise de l'Etat social a-t-on diagnostiqué alors. Et donc crise plus générale de l'Etat sans doute liée à l'effacement de la figure du travail et à l'ébranlement de la figure de l'Etat nation dans la mondialisation. Il est possible que cette crise soit finie et qu'un nouveau dispositif étatique soit bien entrain de se mettre en place depuis plusieurs années incluant une forme de légitimité nationaliste, un esprit des lois discriminatoire, une pratique policière généralisée. Une sorte de « Warfare » en lieu et place du Welfare ou du workfare⁶ anglo saxon (même s'il lui en empruntera sans doute des traits).

La suite de l'histoire sera, de l'autre, celle de la subjectivité en partage qui se constituera, peut-être, dans la résistance solidaire ici et maintenant. Il reste à sortir du piège qui enferme, selon Italo Calvino, les habitants d'Aglaurée : « L'on voudrait pouvoir dire ce dont il s'agit, mais tout ce qui auparavant, a été dit, emprisonne vos mots et vous oblige à répéter plutôt qu'à dire. »

⁶ Anne Daguerre, « Du Workfare américain aux politiques européennes de retour au travail », *Le monde Diplomatique*, juin 2005 <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/DAGUERRE/12554>